

2014

LES COMPTES ANNUELS

et l'annexe comptable
de l'Institut d'émission
d'outre-mer

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1. Le rapport sur la situation patrimoniale et les résultats | 2 |
| 1.1 La situation patrimoniale | 3 |
| 1.1.1 Les billets et pièces francs CFP en circulation..... | 3 |
| 1.1.2 Les avoirs en euros et francs CFP..... | 3 |
| 1.1.3 Le financement net des établissements de crédit..... | 4 |
| 1.1.4 Les comptes des établissements de crédit et assimilés..... | 5 |
| 1.1.5 Les autres emplois/ressources..... | 5 |
| 1.2 Les résultats | 6 |
| 1.2.1 L'affectation du résultat..... | 6 |
| 1.2.2 Le revenu net des activités de l'IEOM..... | 6 |
| 1.2.3 Les charges d'exploitation..... | 8 |
| 1.2.4 Le résultat exceptionnel..... | 10 |
| 2. Le bilan, le compte de résultat et le hors bilan | 11 |
| 2.1 Le bilan au 31 décembre 2014..... | 11 |
| 2.2 Le compte de résultat au 31 décembre 2014..... | 12 |
| 2.3 Le hors bilan au 31 décembre 2014..... | 12 |
| 3. L'annexe aux comptes annuels | 13 |
| 3.1 Le cadre juridique et financier | 13 |
| 3.1.1 Les missions fondamentales..... | 13 |
| 3.1.2 Les services rendus au Trésor public..... | 14 |
| 3.1.3 Les autres activités..... | 14 |
| 3.1.4 Les faits marquants de l'exercice..... | 14 |
| 3.2 Le cadre comptable et les méthodes d'évaluation | 15 |
| 3.2.1 Comptes correspondant aux missions fondamentales..... | 15 |
| 3.2.2 Comptes correspondant aux autres activités de l'IEOM..... | 15 |
| 3.3 Les informations sur les postes du bilan, du compte de résultat et du hors bilan | 17 |
| 3.3.1 Actif..... | 17 |
| 3.3.2 Passif..... | 19 |
| 3.3.3 Résultat..... | 21 |
| 3.3.4 Hors bilan..... | 22 |
| 3.3.5 Honoraires du commissaire aux comptes..... | 24 |
| 4. Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels | 25 |

1. LE RAPPORT SUR LA SITUATION PATRIMONIALE ET LES RÉSULTATS

Le bilan de l'Institut d'émission, structuré de manière à refléter la spécificité du rôle monétaire de l'IEOM, est présenté selon une logique de liquidité décroissante. Le compte de résultat est présenté en liste, dans un souci d'harmonisation des comptes avec la présentation retenue par l'IEDOM et la Banque de France. Ces comptes sont présentés en milliers d'euros.

Le cadre juridique et financier ainsi que le détail des règles comptables et méthodes d'évaluation retenues par l'IEOM figurent dans l'annexe aux comptes annuels (cf. chapitre 3).

1.1 La situation patrimoniale

La circulation fiduciaire a enregistré une augmentation de 17 132 K€ en 2014 (4,1 %). Sur la même période, le refinancement des établissements de crédit a progressé de manière sensible, s'établissant à 177 423 K€ fin 2014 contre 129 830 K€ fin 2013 (+47 593 K€). Une grande partie du refinancement supplémentaire (32 627 K€) a alimenté les

comptes des établissements de crédit qui enregistrent une augmentation de 5,8 %. Le solde net des autres emplois/ressources a, lui, diminué de 9 358 K€. L'ensemble de ces mouvements s'est traduit par une baisse des avoirs en euros et francs CFP de 7 192 K€, pour un total de 900 262 K€ enregistré à la fin de l'exercice 2014.

REGROUPEMENT PAR PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| Billets et pièces francs CFP en circulation | 437 003 | 419 871 | 17 132 | 4,1 |
| Avoirs en euros et francs CFP | -900 262 | -907 454 | 7 192 | -0,8 |
| Refinancement des établissements de crédit | -177 423 | -129 830 | -47 593 | 36,7 |
| Comptes des établissements de crédit | 598 363 | 565 736 | 32 627 | 5,8 |
| Autres emplois/ressources | 42 319 | 51 677 | -9 358 | -18,1 |

Sans signe : ressources nettes

Signe négatif : emplois nets

1.1.1 Les billets et pièces francs CFP en circulation

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|---------------|-----------------------------|
| Passif | | | | |
| Billets francs CFP en circulation | 401 284 | 385 575 | 15 709 | 4,1 |
| Pièces francs CFP en circulation | 35 719 | 34 296 | 1 423 | 4,1 |
| | 437 003 | 419 871 | 17 132 | 4,1 |

La progression nette de 17 132 K€ enregistrée par la circulation fiduciaire en 2014 correspond au montant des billets et des pièces mis en circulation, diminué des retraits de circulation effectués auprès des agences de l'Institut dans

les collectivités de Nouvelle-Calédonie (Nouméa), de Polynésie française (Papeete) et de Wallis-et-Futuna (Mata'Utu) au cours de l'exercice.

1.1.2 Les avoirs en euros et francs CFP

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|-------------------------------------|--------------------|--------------------|---------------|-----------------------------|
| Actif | | | | |
| Caisses en francs CFP | 187 | 251 | -64 | -25,5 |
| Comptes Banque de France et CCP | 37 | 36 | 1 | 2,8 |
| Compte d'opérations ouvert au SCBCM | 900 003 | 907 127 | -7 124 | -0,8 |
| CCP et autres disponibilités | 35 | 40 | -5 | -12,5 |
| Solde des avoirs | 900 262 | 907 454 | -7 192 | -0,8 |

a) Caisses en francs CFP

Ce poste représente essentiellement la valeur des billets et pièces en francs CFP mis en circulation et détenus pour leur compte propre par les agences et par le siège de l'IEOM. Le solde de ce poste n'est pas représentatif des mouvements enregistrés dans le courant de l'année 2014.

b) Comptes Banque de France

Cette rubrique représente le solde à fin 2014 des deux comptes de l'Institut ouverts en métropole auprès de son correspondant (Banque de France).

Le compte intitulé « Banque de France », qui enregistre les opérations de transfert, les encaissements et règlement de chèques, est nivelé quotidiennement sur le compte d'opérations ouvert au SCBCM (Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel), pour ne conserver en solde de fin de journée que les sommes nécessaires à la trésorerie courante (environ 15 K€). Le solde de ce poste n'est pas représentatif des mouvements enregistrés dans le courant de l'année 2014.

Le compte dénommé « Compte Banque de France - Directeurs agences » (solde d'environ 20 K€) est utilisé pour la gestion des cartes bancaires des directeurs d'agence. Il est approvisionné par le débit du compte « Banque de France ».

c) Compte d'opérations ouvert au SCBCM

Le compte rémunéré ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du SCBCM à Paris présente un solde au 31 décembre 2014 de 900 003 K€.

Conformément à la convention du 1^{er} avril 1967 conclue avec le Trésor public, l'IEOM a l'obligation d'inscrire sur le compte d'opérations l'ensemble de ses disponibilités en contrepartie de son privilège d'émission. Le solde des opérations de l'Institut, exécutées par l'intermédiaire de son compte de correspondant ouvert à la Banque de France, est nivelé quotidiennement sur son compte au SCBCM.

Cette convention du 1^{er} avril 1967 confère, en outre, à l'IEOM le rôle de banquier du Trésor chargé de centraliser les opérations effectuées par les comptables publics, notamment les transferts de fonds, l'encaissement des effets et chèques déposés à ses guichets, ou le règlement des virements émis par les comptables publics sur le compte courant du Trésor public.

La diminution de ce poste entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2014 (-7 124 K€) n'est pas représentative des mouvements journaliers enregistrés sur ce compte¹.

d) CCP et autres disponibilités

Les autres comptes bancaires ouverts localement au nom de l'IEOM pour la gestion courante des agences de Nouméa, Papeete et Mata'Utu présentent un solde de 35 K€ au 31 décembre 2014.

1.1.3 Le refinancement des établissements de crédit

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---|--------------------|--------------------|---------------|-----------------------------|
| Actif | | | | |
| Créances financières Dailly | 177 422 | 129 828 | 47 594 | 36,7 |
| Nouvelle-Calédonie | 152 648 | 96 488 | 56 160 | 58,2 |
| Polynésie française | 24 774 | 33 340 | -8 566 | -25,7 |
| Autres mobilisations de créances | 1 | 2 | -1 | -50,0 |
| Nouvelle-Calédonie | 1 | 2 | -1 | -50,0 |
| Polynésie française | 0 | 0 | 0 | |
| | 177 423 | 129 830 | 47 593 | 36,7 |

Parmi les outils de politique monétaire de l'IEOM figurent un dispositif de réescompte des crédits et des facilités permanentes. Le refinancement des établissements de crédit passe par l'utilisation de garanties appropriées ; ces dernières apparaissent donc au bilan et au hors bilan de la façon suivante :

- **les créances financières Dailly**, effets cédés par les banques, enregistrées à leur valeur nominale, sont présentées au refinancement par les établissements de crédit dans le cadre du dispositif de réescompte ou de facilité de prêt marginal et sont **portées à l'Actif**. Leur montant global s'élève à 177 422 K€ au 31 décembre 2014 contre 129 828 K€ au 31 décembre 2013 (+47 594 K€). L'évolution a été très contrastée entre les deux territoires avec une progression de 56 160 K€ en Nouvelle-Calédonie et une diminution de 8 566 K€ en Polynésie française.

Sur ce montant, l'IEOM exige des garanties supplémentaires qui s'élèvent à 56 547 K€. Elles se répartissent comme suit :

- blocage d'une partie des comptes courants inscrits au **Passif** (cf. 1.1.4) : 52 274 K€ qui se répartit pour 44 366 K€ pour la Nouvelle-Calédonie et 7 908 K€ pour la Polynésie française ;
- contre-garanties reçues des établissements de crédit de 1^{er} rang inscrites en **Hors Bilan** (cf. 2.3) : 3 352 K€ pour la Nouvelle-Calédonie ;
- cessions de créances détenues par les établissements de crédit inscrites en **Hors Bilan** (cf. 2.3) : 921 K€ pour la Polynésie française ;
- **autres mobilisations de créances** : mobilisations de prêts bancaires au logement et à l'acquisition d'équipements destinés aux économies d'énergie, accordés par les établissements de crédit aux particuliers.

¹ L'encours du solde moyen du compte d'opérations est passé de 823 057 K€ en 2013 à 635 578 K€ en 2014.

1.1.4 Les comptes des établissements de crédit et assimilés

Cette rubrique présente les avoirs en comptes courants des établissements de crédit et assimilés, assujettis ou non à réserves. Sa progression entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2014 (32 627 K€) résulte de deux mouvements

de sens contraire : la baisse du solde des comptes de dépôts rémunérés et des autres comptes courants (-155 585 K€) d'une part, et la hausse des comptes courants ordinaires (+188 212 K€) d'autre part.

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---|--------------------|--------------------|---------------|-----------------------------|
| Passif | | | | |
| Comptes courants des établissements de crédit | | | | |
| Assujettis à réserves disponibles | 431 879 | 261 403 | 170 476 | 65,2 |
| Assujettis à réserves indisponibles (1) | 53 815 | 36 079 | 17 736 | 49,2 |
| Comptes de dépôts rémunérés | 110 679 | 258 968 | -148 289 | -57,3 |
| Autres comptes courants (2) | 1 990 | 9 286 | -7 296 | -78,6 |
| Ressources nettes | 598 363 | 565 736 | 32 627 | 5,8 |

(1) Comptes courants bloqués en garantie des créances mobilisées dans le cadre du dispositif de réescompte (cf. paragraphe 1.1.3 « Le financement net des établissements de crédit »).

(2) Représente principalement l'Office des postes et télécommunication de Nouméa. Ce compte sert à alimenter les guichets de l'OPT et les distributeurs de billets. En décembre 2013, un approvisionnement exceptionnel avait été réalisé dans la perspective du changement de la nouvelle gamme de billets F CFP.

1.1.5 Les autres emplois/ressources

L'évolution des autres emplois/ressources se traduit par une diminution des ressources nettes de 9 358 K€, avec un résultat net de l'exercice en baisse de 10 378 K€.

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|-----------------------------|
| Actif | | | | |
| Comptes de recouvrement | -28 969 | -17 047 | -11 922 | 69,9 |
| Débiteurs divers | -8 910 | -10 895 | 1 985 | -18,2 |
| Valeurs immobilisées | -9 159 | -8 989 | -170 | 1,9 |
| Sous-total actif : emplois | -47 038 | -36 931 | -10 107 | 27,4 |
| Passif | | | | |
| Comptes de recouvrement | 30 889 | 17 469 | 13 420 | 76,8 |
| Créditeurs divers | 6 021 | 8 354 | -2 333 | -27,9 |
| Provisions | 2 175 | 2 135 | 40 | 1,9 |
| Dotation en capital | 10 000 | 10 000 | 0 | 0,0 |
| Réserves | 37 992 | 37 992 | 0 | 0,0 |
| Report à nouveau | 74 | 74 | 0 | 0,0 |
| Résultat net de l'exercice | 2 206 | 12 584 | -10 378 | -82,5 |
| Sous-total passif : ressources | 89 357 | 88 608 | 749 | 0,8 |
| Ressources nettes | 42 319 | 51 677 | -9 358 | -18,1 |

1.2 Les résultats

Le résultat net de l'exercice 2014 s'établit à 2 206 K€, en diminution de 10 378 K€ par rapport à 2013.

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|--|--------------------|--------------------|----------------|-----------------------------|
| Revenu net des activités de l'IEOM | 20 394 | 30 581 | -10 187 | -33,3 |
| 1-1 Produits nets d'intérêts | 23 899 | 35 374 | -11 475 | -32,4 |
| 1-2 Net des autres produits et charges | -3 505 | -4 793 | 1 288 | -26,9 |
| Charges d'exploitation | -17 844 | -17 997 | 153 | -0,9 |
| 2-1 Frais de personnel et charges assimilées | -5 316 | -5 263 | -53 | 1,0 |
| 2-2 Impôts et taxes | -59 | -50 | -9 | 18,0 |
| 2-3 Autres charges d'exploitation | -11 021 | -11 516 | 495 | -4,3 |
| 2-4 Dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations | -1 408 | -1 137 | -271 | 23,8 |
| 2-5 Autres dotations nettes aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables | -40 | -31 | -9 | 29,0 |
| Résultat ordinaire avant impôt | 2 550 | 12 584 | -10 034 | -79,7 |
| Résultat exceptionnel | -344 | 0 | -344 | NS |
| Impôt sur les sociétés | 0 | 0 | 0 | NS |
| Résultat net de l'exercice | 2 206 | 12 584 | -10 378 | -82,5 |

1.2.1 L'affectation du résultat

Le Conseil de surveillance a décidé d'affecter la somme de 12 584 K€ en dividende au titre du résultat de l'exercice 2013. Elle a fait l'objet d'un versement au Trésor public en date du 13 juin 2014.

1.2.2 Le revenu net des activités de l'IEOM

La baisse du revenu net (-10 187 K€), qui passe de 30 581 K€ en 2013 à 20 394 K€ en 2014, résulte essentiellement de la diminution des produits nets d'intérêt (-11 475 K€), que ne compensent pas la réduction de 20 % des charges d'exploitation bancaire (-1 101 K€), ni la progression, supérieure à 26 %, des autres refacturations (+176 K€).

a) Les produits nets d'intérêts

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---|--------------------|--------------------|----------------|-----------------------------|
| Produits d'intérêts | 23 931 | 35 878 | -11 947 | -33,3 |
| Dont intérêts du compte d'opérations au SCBCM | 23 443 | 34 981 | -11 538 | -33,0 |
| Dont intérêts de réescompte et prêts bancaires au logement | 436 | 850 | -414 | -48,7 |
| Dont autres produits d'intérêts et commissions | 52 | 47 | 5 | 10,6 |
| Charges d'intérêts et commissions | -32 | -504 | 472 | -93,7 |
| Dont charges sur opérations de trésorerie et interbancaires | -1 | 0 | -1 | NS |
| Dont charges sur opérations avec la clientèle | -31 | -504 | 473 | -93,8 |
| Produits nets d'intérêts | 23 899 | 35 374 | -11 475 | -32,4 |

Les produits nets d'intérêt recouvrent les intérêts perçus par l'IEOM sur son compte d'opérations et les autres intérêts et commissions perçus ou payés.

→ Les intérêts perçus sur le compte d'opérations au SCBCM

Au premier semestre 2014, comme cela était le cas depuis le 1^{er} janvier 2008, le compte courant dit « compte d'opérations » ouvert au SCBCM a été rémunéré au taux de 8,50 % appliqué à une assiette de rémunération de 50 % du solde moyen journalier, soit un taux effectif de rémunération de 4,25 %.

Au titre du second semestre, la rémunération du compte d'opérations de l'IEOM a été fixée forfaitairement à 9 458 K€, par l'arrêté ministériel du 2 janvier 2015 (cf. annexe aux comptes annuels, 3.1.4).

L'encours moyen du compte d'opérations s'élève à 635 578 K€ sur l'exercice 2014, contre 823 057 K€ sur la période précédente, soit une diminution de 22,78 %.

→ Les produits sur activités de refinancement

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|--|--------------------|--------------------|-------------|-----------------------------|
| Intérêts sur créances privées | 436 | 849 | -413 | -48,6 |
| Nouvelle-Calédonie | 352 | 688 | -336 | -48,8 |
| Polynésie française | 84 | 161 | -77 | -47,8 |
| Intérêts sur mobilisations de prêts bancaires au logement | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| Nouvelle-Calédonie | 0 | 0 | 0 | NS |
| Polynésie française | 0 | 0 | 0 | NS |
| Produits sur activités de refinancement | 436 | 849 | -413 | -48,6 |

L'évolution du taux d'intérêt du réescompte des créances privées a été la suivante :

- 0,50 % à compter du 28 mai 2013 ;
- 0,25 % à compter du 14 avril 2014 ;
- 0,15 % à compter du 1^{er} juillet 2014.

La baisse de 48,6 % des intérêts sur créances privées résulte de la baisse du taux d'intérêt que n'a pas compensé l'augmentation du solde moyen hebdomadaire, qui est passé de 141 623 K€ sur l'exercice 2013 à 172 449 K€ sur l'exercice 2014.

→ Les charges d'intérêts et commissions

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| Intérêts sur comptes de dépôts | -31 | -504 | 473 | -93,8 |
| Nouvelle-Calédonie | -25 | -310 | 285 | -91,9 |
| Polynésie française | -6 | -194 | 188 | -96,9 |
| Autres charges d'intérêts et commissions | 0 | 0 | 0 | NS |
| Charges d'intérêts et commissions | -31 | -504 | 473 | -93,8 |

Les charges d'intérêts et commissions représentent principalement la rémunération versée par l'IEOM aux établissements bancaires pour les dépôts rémunérés constitués pendant la période de référence.

Elles ont été fortement réduites avec le passage du taux des dépôts rémunérés à zéro le 14 avril 2014.

b) Net des autres produits et charges

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---|--------------------|--------------------|--------------|-----------------------------|
| Produits divers d'exploitation | 905 | 718 | 187 | 26,0 |
| Produits d'exploitation bancaire | 0 | 0 | 0 | NS |
| Charges d'exploitation bancaire | -4 410 | -5 511 | 1 101 | -20,0 |
| Net des autres produits et charges | -3 505 | -4 793 | 1 288 | -26,9 |

→ Les produits divers d'exploitation

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|--|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| Refacturation de services rendus | 850 | 674 | 176 | 26,1 |
| Dont refacturations à l'État | 397 | 397 | 0 | 0,0 |
| Dont autres refacturations | 453 | 277 | 176 | 63,5 |
| Autres produits d'exploitation | 82 | 64 | 18 | 28,1 |
| Résultat sur cession des immobilisations | -27 | -20 | -7 | 35,0 |
| Produits divers d'exploitation | 905 | 718 | 187 | 26,0 |

Les produits divers d'exploitation regroupent la refacturation des services rendus, le résultat sur cessions d'immobilisations et les autres produits d'exploitation. Ces derniers sont liés aux ventes de renseignements, de publications et de fichiers.

La refacturation des services rendus au Trésor public a généré, au titre du contrat de performance signé avec l'État le 7 décembre 2012, et comme en 2013, un produit de 397 K€ pour l'exercice 2014.

Les autres refacturations correspondent au remboursement de dépenses engagées par l'IEOM en matière de traitement des situations de surendettement des particuliers en Polynésie française (269 K€) et au remboursement de dépenses engagées par l'IEOM dans le cadre des missions exercées par l'Institut pour le compte de l'AMF et de l'ACPR en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que de contrôle des pratiques commerciales (184 K€).

→ Les charges d'exploitation bancaire

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---|--------------------|--------------------|--------------|-----------------------------|
| Coût de l'émission de monnaies francs CFP | -4 290 | -5 311 | 1 021 | -19,2 |
| Coût de fabrication des billets francs CFP neufs émis | -2 954 | -4 153 | 1 199 | -28,9 |
| Coût de fabrication des pièces francs CFP neuves émises | -1 336 | -1 158 | -178 | 15,4 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | -120 | -200 | 80 | -40,0 |
| Charges d'exploitation bancaire | -4 410 | -5 511 | 1 101 | -20,0 |

Ces charges sont principalement constituées des frais de fabrication, de transport et d'assurance liés à l'approvisionnement des agences en billets neufs fabriqués par la Banque de France et expédiés depuis son imprimerie de Chamalières (Puy-de-Dôme) et en pièces neuves fabri-

quées par la Monnaie de Paris et expédiées depuis son usine de Pessac (Gironde).

Le coût de l'émission est calculé sur les émissions réelles réalisées sur la période, valorisées aux coûts unitaires moyens déterminés au 31 décembre de l'exercice de référence.

1.2.3 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation s'établissent à 17 844 K€, en baisse de 153 K€ par rapport à 2013. Cette diminution résulte de la réduction des charges d'exploitation générale

(-332 K€) et des charges de personnel mis à disposition (-163 K€), en grande partie compensée par l'augmentation des dotations nettes aux amortissements (+271 K€).

a) Les frais de personnel

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|--|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| Frais de personnel et charges assimilées | -5 316 | -5 263 | -53 | 1,0 |

Les charges de personnel concernent uniquement les personnels des agences IEOM de statut local ainsi que les personnels intérimaires et contractuels. Ce poste ne comprend pas les frais de personnel mis à disposition par l'AFD (traités au paragraphe « Les autres charges d'exploitation »).

L'effectif du personnel IEOM affecté dans les agences IEOM est de 72 (69 hors VSC et CDD) à fin 2014 contre 73 (69 hors VSC et CDD) à fin 2013.

b) Les impôts et taxes

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|------------------------|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| CET | -1 | -1 | 0 | 0,0 |
| Impôts locaux | -58 | -49 | -9 | 18,4 |
| Impôts et taxes | -59 | -50 | -9 | 18,0 |

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la Cotisation économique territoriale (CET) a été instaurée en remplacement de la Taxe professionnelle. La CET est composée de deux cotisations, l'une assise sur la valeur locative des immeubles (CFE),

l'autre assise sur la valeur ajoutée produite (CVAE). Le siège de l'IEOM est soumis à la CFE mais pas à la CVAE. Les agences de l'IEOM sont exclues du champ d'application territorial de la CET.

c) Les autres charges d'exploitation

→ Le personnel mis à disposition

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|-----------------------------|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| Personnel mis à disposition | -2023 | -2 186 | 163 | -7,5 |

Ces charges concernent le personnel mis à disposition de l'IEOM par l'AFD et affecté en agence, l'effectif à fin 2014 est de 10 agents contre 11 agents à fin 2013.

rieurs ». En 2013, ce poste avait enregistré les frais de la campagne de communication pour la nouvelle gamme de billets.

→ Les charges d'exploitation générale

La diminution des charges d'exploitation générale est liée principalement à la baisse du poste « autres services exté-

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|--|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| Locations | -108 | -116 | 8 | -6,9 |
| Transports et déplacements | -637 | -740 | 103 | -13,9 |
| Énergies | -284 | -293 | 9 | -3,1 |
| Petits équipements | -110 | -119 | 9 | -7,6 |
| Assurances | -58 | -56 | -2 | 3,6 |
| Maintenances | -359 | -299 | -60 | 20,1 |
| Entretiens et réparations | -87 | -105 | 18 | -17,1 |
| Prestations de services | -6 818 | -6 852 | 34 | -0,5 |
| Frais de poste et télécommunications | -208 | -206 | -2 | 1,0 |
| Autres services extérieurs | -329 | -544 | 215 | -39,5 |
| Total des charges d'exploitation générale | -8 998 | -9 330 | 332 | -3,6 |

→ Prestations de services

Les prestations de services concernent principalement les prestations facturées par l'IEDOM (5 901 K€ au 31 décembre 2014).

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| Gardiennage, surveillance, nettoyage des locaux | -294 | -288 | -6 | 2,1 |
| Prestations informatiques | -261 | -94 | -167 | 177,7 |
| Honoraires | -76 | -108 | 32 | -29,6 |
| Services généraux de l'IEDOM | -5 901 | -5 869 | -32 | 0,5 |
| dont exercice n | -6 193 | -6 400 | 207 | -3,2 |
| dont ajustement exercice n-1 | 292 | 531 | -239 | -45,0 |
| Services généraux de l'AFD | -92 | -84 | -8 | 9,5 |
| Prestations de services divers | -194 | -409 | 215 | -52,6 |
| Prestations de services | -6 818 | -6 852 | 34 | -0,5 |

Le coût réel de la refacturation de la prise en charge par l'IEDOM de l'ensemble des activités des services du siège de l'IEOM au titre de 2013 s'élève à 6 108 K€ pour un coût estimé de 6 400 K€, ce qui se traduit par un ajustement de

292 K€ au titre de l'exercice antérieur (au bénéfice de l'IEDOM). L'évaluation de la refacturation au titre de 2014 s'établit à 6 193 K€, sur la base des premiers résultats de la comptabilité analytique.

d) Les dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|--|--------------------|--------------------|-------------|-----------------------------|
| Nouvelle-Calédonie | -477 | -416 | -61 | 14,7 |
| Polynésie française | -424 | -377 | -47 | 12,5 |
| Wallis-et-Futuna | -160 | -159 | -1 | 0,6 |
| Paris | -347 | -185 | -162 | 87,6 |
| Dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations | -1 408 | -1 137 | -271 | 23,8 |

Au 31 décembre 2014, la variation de 271 K€ des dotations nettes aux amortissements concerne essentiellement la mise en place du projet ANADEFI, la nouvelle application de cotation de l'IEOM.

e) Les autres dotations nettes aux provisions et les pertes sur créances irrécouvrables

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|---|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| Provisions pour risques et charges | -59 | -49 | -10 | 20,4 |
| Provisions réglementées | 19 | 18 | 1 | 5,6 |
| Autres dotations nettes aux provisions | -40 | -31 | -9 | 29,0 |

→ Les provisions pour risques et charges

En 2014, ce poste représente les dotations nettes pour engagements et litiges sociaux de 59 K€ (voir détail rubrique 3.3.2 – poste P6 – provisions).

→ Les provisions réglementées

Les dotations nettes de provisions pour amortissements dérogatoires, liées à l'impact du traitement des immobilisations par composants des biens acquis avant le 1^{er} janvier 2005, s'élèvent à 19 K€ sur l'exercice 2014¹. Ce poste représente l'ajustement d'amortissement résultant de l'application des normes fiscales qui n'ont pas été modifiées.

1.2.4 Le résultat exceptionnel

| | 31/12/2014 (K€) | 31/12/2013 (K€) | En montant | Variation 2014/2013 En % |
|-----------------------|--------------------|--------------------|------------|-----------------------------|
| Résultat exceptionnel | -344 | 0 | -344 | NS |

Au 31 décembre 2014, le résultat exceptionnel représente essentiellement la destruction des billets neufs francs CFP de l'ancienne gamme de la réserve Banque de France.

¹ La première dotation a été constituée au 31/12/2005 pour un montant de 547 K€.

2. LE BILAN, LE COMPTE DE RÉSULTAT ET LE HORS BILAN

2.1 Le bilan au 31 décembre 2014

en milliers d'euros

| Actif | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--|------------------|------------------|
| A1 Caisses | 187 | 251 |
| A2 Comptes Banque de France | 37 | 36 |
| A3 Comptes d'opérations | 900 003 | 907 127 |
| A4 Autres disponibilités | 35 | 40 |
| A5 Créances sur les établissements de crédit | 177 423 | 129 830 |
| A6 Comptes de recouvrement | 28 969 | 17 047 |
| A7 Stocks de matériel d'émission de billets et pièces francs CFP | 6 514 | 8 978 |
| A8 Autres actifs | 2 396 | 1 917 |
| A9 Valeurs immobilisées nettes | 9 159 | 8 989 |
| Total actif | 1 124 723 | 1 074 215 |

en milliers d'euros

| Passif | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--|------------------|------------------|
| P1 Billets CFP en circulation | 401 284 | 385 575 |
| P2 Pièces CFP en circulation | 35 719 | 34 296 |
| P3 Comptes créditeurs des établissements de crédit | 598 363 | 565 736 |
| P4 Comptes de recouvrement | 30 889 | 17 469 |
| P5 Autres passifs | 6 021 | 8 354 |
| P6 Provisions | 2 175 | 2 135 |
| P7 Dotation en capital | 10 000 | 10 000 |
| P8 Réserve statutaire | 5 000 | 5 000 |
| P9 Autres réserves | 32 992 | 32 992 |
| P10 Report à nouveau | 74 | 74 |
| P11 Résultat net de l'exercice | 2 206 | 12 584 |
| Total passif | 1 124 723 | 1 074 215 |

2.2 Le compte de résultat au 31 décembre 2014

en milliers d'euros

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--|----------------|----------------|
| R1 Résultat net des activités de l'IEOM | 20 394 | 30 581 |
| 1-1 Produits nets d'intérêts | 23 899 | 35 374 |
| Intérêts et produits assimilés | 23 899 | 35 374 |
| 1-2 Net des autres produits et charges | -3 505 | -4 793 |
| Produits divers d'exploitation | 905 | 718 |
| Produits d'exploitation bancaire | 0 | 0 |
| Charges d'exploitation bancaire | -4 410 | -5 511 |
| R2 Charges d'exploitation | -17 844 | -17 997 |
| 2-1 Frais de personnel et charges assimilées | -5 316 | -5 263 |
| 2-2 Impôts et taxes | -59 | -50 |
| 2-3 Autres charges d'exploitation | -11 021 | -11 516 |
| Personnel mis à disposition | -2 023 | -2 186 |
| Charges d'exploitation générale | -8 998 | -9 330 |
| 2-4 Dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations | -1 408 | -1 137 |
| 2-5 Autres dotations nettes aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables | -40 | -31 |
| Résultat ordinaire avant impôt | 2 550 | 12 584 |
| R3 Résultat exceptionnel | -344 | 0 |
| R4 Impôt sur les sociétés | 0 | 0 |
| Résultat net de l'exercice | 2 206 | 12 584 |

2.3 Le hors bilan au 31 décembre 2014 (opérations financières)

Ces tableaux retracent les engagements hors bilan relatifs aux opérations financières.

en milliers d'euros

| Actif | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|---|---------------|---------------|
| Engagements reçus | | |
| Garanties reçues des établissements de crédit | 6 704 | 6 704 |
| Garanties reçues sur facilité d'escompte de chèques | 51 000 | 59 380 |
| Valeurs reçues en garanties des opérations de financement | 921 | 2 850 |
| | 58 625 | 68 934 |

| Passif | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--|---------------|---------------|
| Engagements donnés | | |
| Garanties en faveur des établissements de crédit | 3 352 | 3 352 |
| Garanties utilisées par les établissements de crédit | 3 352 | 3 352 |
| Garanties en faveur des établissements de crédit sur facilité d'escompte de chèque | 51 000 | 59 380 |
| Garanties disponibles | 0 | 0 |
| Réescampte garanti par cession de créances privées | 921 | 2 850 |
| | 58 625 | 68 934 |

3. L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

3.1 Le cadre juridique et financier

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) est un établissement public national créé par la loi n° 66-948 du 22 décembre 1966. Ses statuts sont fixés dans le livre VII du Code monétaire et financier relatif au régime de l'outre-mer (articles L. 712-3 à L. 712-7 et R. 712-2 à R. 712-19).

La zone d'intervention géographique de l'IEOM couvre les collectivités territoriales du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna) dans lesquelles les signes monétaires libellés en francs CFP ont cours légal et pouvoir libératoire (article L. 712-1 du Code monétaire et financier). La France a le privilège de l'émission monétaire dans ces collectivités et est seule habilitée à déterminer la parité du franc CFP (article L. 712-2 du Code monétaire et financier).

Conformément à l'article R. 712-15 du Code monétaire et financier, les comptes de l'IEOM sont arrêtés au 31 décembre de chaque année et approuvés par le Conseil de surveillance de l'Institut. Le bénéfice (après dotation à la réserve statutaire et aux autres réserves) est versé au Trésor public¹.

Le contrôle des opérations de l'Institut est assuré par un collège de censeurs, composé du commissaire du gouvernement de l'Agence française de développement et d'un représentant de la Banque de France, qui présentent annuellement un rapport au Conseil de surveillance (article R. 712-16 du Code monétaire et financier).

Un Comité d'audit a été institué en 2010 à l'IEOM. Il a notamment pour objet d'examiner les comptes annuels de l'Institut et l'organisation de son système de contrôle interne. Ce Comité, présidé par un représentant de la Banque de France, réunit les deux censeurs de l'IEOM et un représentant de la Direction générale du Trésor. Il présente un rapport au Conseil de surveillance.

3.1.1 Les missions fondamentales

a) L'émission de monnaie fiduciaire

L'Institut d'émission d'outre-mer assure le service de l'émission monétaire en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna. Il a le privilège exclusif d'émettre ses propres billets et pièces libellés en francs CFP dans ces trois collectivités (article R. 712-5 du Code monétaire et financier).

Depuis le 1^{er} janvier 1999, la parité du franc CFP est fixée par rapport à l'euro et s'élève à 8,38 euros pour 1 000 francs CFP (article D. 712-1 du Code monétaire et financier).

Les billets de l'Institut sont fabriqués par la Banque de France (valeurs faciales 10 000 – 5 000 – 1 000 – 500 francs CFP). La fabrication des pièces (valeurs faciales 100 – 50 – 20 – 10 – 5 – 2 – 1 francs CFP) est assurée par la Monnaie de Paris. L'IEOM veille à la qualité de la circulation fiduciaire dans sa zone d'intervention.

b) Les réserves obligatoires

L'IEOM est chargé, dans sa zone d'intervention, de la mise en œuvre du régime des réserves obligatoires des établissements de crédit assujettis (article L. 712-4 du Code monétaire et financier, loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 – art. 56).

c) Le dispositif de refinancement

Conformément à l'article L. 712-4 précisé par l'article R. 712-8 du Code monétaire et financier, l'IEOM peut escompter des effets représentatifs de crédits à court et moyen termes (jusqu'à sept ans) selon des modalités définies par son Conseil de surveillance. L'article R. 712-8 précise en outre que « l'Institut peut également consentir aux établissements de crédit et autres intervenants du marché des avances garanties par des sûretés appropriées ».

Sur ces bases, le Conseil de surveillance a décidé la mise en place d'un dispositif de refinancement à taux privilégiés de crédits à court et moyen termes consentis par les établissements de crédit aux entreprises et aux particuliers de la zone d'intervention de l'IEOM. Ces crédits concernent des secteurs d'activité ou des zones géographiques considérés comme prioritaires.

Depuis 1996, le Conseil de surveillance de l'IEOM fixe le taux de réescompte de l'Institut en tenant compte du niveau et des variations du principal taux directeur de la Banque de France, devenu, depuis 1999, le taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE), ainsi que de la situation économique des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article R. 712-8 du Code monétaire et financier et en particulier de son alinéa 2, le Conseil de surveillance de l'IEOM a décidé de mettre en place un système de garantie des créances réescomptées et de créer une facilité de prêt marginal permettant aux banques de couvrir leurs besoins éventuels de trésorerie au jour le jour. Ces dispositions sont entrées en vigueur au 1^{er} février 2002.

d) La tenue des comptes des établissements de crédit

Pour l'exercice de ses missions et conformément à l'article R. 712-9 du Code monétaire et financier, l'IEOM ouvre, dans ses livres, des comptes aux établissements de crédit. Ces comptes ne peuvent être débiteurs.

e) La surveillance des moyens de paiement et des systèmes d'échange

En conformité avec les articles L. 712-5 et L. 712-6 du Code monétaire et financier, l'Institut d'émission d'outre-mer s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité et du bon fonctionnement des moyens de paiement et des systèmes d'échange.

¹ L'article L. 712-4 du Code monétaire et financier indique que les bénéfices nets après constitution des réserves de l'Institut d'émission d'outre-mer sont versés au budget général.

3.1.2 Les services rendus au Trésor public

La convention du 1^{er} avril 1967 et ses avenants du 2 décembre 1980, du 16 décembre 1992 et du 21 décembre 2007 ont fixé les relations de l'Institut d'émission avec le Trésor public.

Un compte d'opérations est ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel à Paris (SCBCM). L'IEOM verse ses disponibilités sur ce compte, exception faite des sommes nécessaires à sa trésorerie courante (comptes ouverts dans les livres de la Banque de France et comptes de gestion ouverts dans des banques localement). Jusqu'au premier semestre 2014, ce compte était rémunéré selon des modalités définies à l'article 3 de la convention¹. Le décret n° 2015-2 du 2 janvier 2015 a créé un article R. 712-4-1 dans le Code monétaire et financier prévoyant que le compte d'opérations de l'IEOM est rémunéré dans les conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'Économie et de celui chargé de l'Outre-mer.

Conformément aux dispositions de la convention précitée, l'IEOM tient, dans chaque collectivité de sa zone d'émission, le compte courant ordinaire du Trésor public. Il traite les valeurs² émises ou reçues par les comptables publics et représente le Trésor public dans les systèmes d'échange locaux. Les comptes ouverts dans les agences de l'IEOM au nom du Trésor public font l'objet d'un nivellement décadaire sur le compte courant du Trésor public tenu à Paris.

La loi n° 2004-824 du 19 août 2004 (article L. 712-4-1 du Code monétaire et financier) a confié à l'Institut d'émission l'exercice en Nouvelle-Calédonie des missions imparties à la Banque de France en métropole en matière de traitement des situations de surendettement. Une convention entre l'IEOM et l'État a été signée le 28 février 2007, précisant les modalités de mise en œuvre de ces missions ainsi que leurs conditions de rémunération.

3.1.3 Les autres activités

L'Institut d'émission est investi d'un certain nombre de missions spécifiques, notamment concernant les instruments de la monnaie scripturale (articles L. 712-5 du Code monétaire et financier). Ainsi, dans sa zone d'émission, l'IEOM assure, en liaison avec la Banque de France, la centralisation des incidents de paiement.

L'IEOM est également amené à fournir, dans le cadre de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, des services et prestations à la communauté bancaire et au public (notamment la gestion de la chambre de compensation de Wallis-et-Futuna, les études économiques et monétaires, et l'établissement des balances des paiements³). À noter dans ce cadre, que le directeur général de l'IEOM a signé, le 4 septembre 2012, avec le Président de la Polynésie française, une convention définissant les conditions d'exercice, par l'IEOM, des missions prévues dans le cadre du traitement des situations de surendettement des particuliers et les conditions de prise en charge par la Polynésie française des coûts liés à l'exercice de ces missions. Cette convention a été conclue pour une durée de cinq années renouvelables et est assortie chaque année d'une convention particulière

fixant le coût annuel des prestations de l'IEOM pris en charge par la Polynésie française.

Le 10 février 2010, un protocole a été signé entre l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'IEOM. Ce protocole définit les conditions dans lesquelles l'AMF donne mandat à l'IEOM de procéder à des contrôles du respect des règles relevant de sa responsabilité (notamment contrôles de conseillers en investissements).

Un protocole d'accord a été signé le 19 décembre 2011 entre l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'IEOM, pour définir les modalités selon lesquelles le Secrétariat général de l'ACPR fait appel à l'IEOM pour l'accomplissement des missions au titre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le contrôle des pratiques commerciales et de prévention de l'exercice illégal des métiers dans le secteur de la banque et de l'assurance.

3.1.4 Les faits marquants de l'exercice

a) Taux des instruments de la politique monétaire

Les taux de l'IEOM ont évolué comme suit au cours de 2014 :

1. le taux de réescompte fixé à 0,50 % depuis le 28 mai 2013 a été ramené de 0,25 % le 14 avril 2014, puis à 0,15 % à compter du 1^{er} juillet 2014 ;
2. le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de l'escompte de chèque fixés à 1 % le 28 mai 2013 ont été ramenés à 0,75 % le 14 avril 2014, puis à 0,40 % à compter du 1^{er} juillet 2014 ;
3. le taux de la facilité de dépôt, fixé à 0,05 % depuis le 1^{er} novembre 2013, a été ramené à 0 % à compter du 14 avril 2014.

b) Nouvelle gamme de billets

Une nouvelle gamme de billets francs CFP a été mise en circulation à partir du 20 janvier 2014 dans les trois collectivités d'outre-mer du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna). Du 20 janvier au 30 septembre 2014, le règlement des achats pouvait s'effectuer avec les anciens et les nouveaux billets. À l'issue de cette période de double circulation, seuls les nouveaux billets sont acceptés en tant que moyen de règlement dans les transactions commerciales, les billets de l'ancienne gamme restant échangeables aux guichets des agences de l'IEOM.

c) Rémunération du compte d'opérations ouvert au SCBCM

Le décret « gestion budgétaire et comptable publique » du 7 novembre 2012, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2014, dispose que « les fonds déposés au Trésor ne bénéficient d'aucune

¹ L'avenant n° 3 du 21 décembre 2007 à la convention de 1967 a ramené, à compter du 1^{er} janvier 2008, l'assiette de rémunération de 60 % à 50 % du solde moyen journalier (ramenant de ce fait le taux effectif de rémunération de 5,10 % à 4,25 %).

² Il s'agit des moyens de paiements : chèques, virements et prélèvements, ainsi que des effets de commerce.

³ Conformément à l'article L. 712-7 du Code monétaire et financier, créé par la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009, l'Institut établit la balance des paiements de Polynésie française et celle de Nouvelle-Calédonie.

rémunération », rendant ainsi caduques les dispositions de la convention de 1967 relatives à la rémunération du compte d'opérations de l'IEOM. Pour sécuriser la situation financière de l'IEOM à compter du second semestre 2014, le décret n° 2015-2 du 2 janvier 2015 a créé un article R. 712-4-1 dans le Code monétaire et financier prévoyant que le compte d'opérations de l'IEOM est rémunéré dans les conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'Économie et de celui chargé de l'Outre-mer.

Dans ce cadre, les intérêts dus à l'IEOM au titre du second semestre 2014 ont été fixés forfaitairement à 9 458 000 € par arrêté ministériel du 2 janvier 2015.

3.2 Le cadre comptable et les méthodes d'évaluation

Le bilan de l'Institut d'émission, structuré de manière à refléter la spécificité du rôle monétaire de l'IEOM, est présenté selon une logique de liquidité décroissante.

Le compte de résultat est présenté en liste, dans un souci d'harmonisation des comptes avec la présentation retenue par l'IEDOM et la Banque de France.

Ces comptes sont présentés en milliers d'euros.

3.2.1 Comptes correspondant aux missions fondamentales

a) Billets et pièces francs CFP en circulation (P1-P2)

Les comptes « Billets en circulation » et « Monnaies métalliques en circulation » représentent l'émission nette de billets et pièces par l'IEOM (la circulation fiduciaire) et constituent en quelque sorte une dette de l'IEOM sur l'économie de sa zone d'intervention. Ces comptes sont mouvementés quotidiennement, au crédit, du montant des billets ou des pièces mis en circulation et, au débit, des retraits de circulation enregistrés par les agences de l'Institut d'émission à leur guichet.

b) Stock de matériel d'émission pièces et billets francs CFP (A7)

Ce poste est composé de la valeur des signes monétaires neufs, non émis et conservés dans les serres de l'IEOM et celles de la Banque de France.

Depuis le 1^{er} janvier 2006, le stock de billets neufs conservés dans les serres de la Banque de France est comptabilisé dans les livres de l'IEOM et valorisé au coût de fabrication, sur la base des tarifs en vigueur pratiqués par la Banque de France. Ce poste est diminué en fin d'exercice du coût de fabrication des billets expédiés vers les serres des agences de l'Institut d'émission.

La valeur des signes monétaires neufs, non émis et conservés dans les serres de l'IEOM, est augmentée en cours d'exercice du coût de fabrication, majoré des coûts de transports et d'assurances, des pièces et billets neufs acquis par l'IEOM. Ce poste est diminué en fin d'exercice du coût moyen de fabrication des pièces et des billets neufs émis sur la période.

c) Comptes créditeurs des établissements de crédit (P3)

Ce poste du bilan comprend les avoirs en comptes courants des établissements de crédit assujettis à réserves et autres comptes courants créditeurs.

d) Caisses (A1)

Ce poste représente d'une part, la valeur des pièces et billets en francs CFP mis en circulation et détenus pour leur compte propre par l'IEOM en agence et au siège, et d'autre part, l'approvisionnement de billets euros destinés à être mis à disposition des banques locales.

e) Compte Banque de France (A2)

L'IEOM dispose d'un compte ouvert dans les livres de la Banque de France qui enregistre notamment les mouvements suivants :

- les opérations de transfert entre les établissements de crédit des collectivités d'outre-mer et leurs correspondants en métropole ;
- les encaissements de chèques tirés sur des établissements métropolitains ;
- les règlements de chèques tirés sur des établissements des collectivités d'outre-mer.

f) Créances sur les établissements de crédit (A5)

Ce poste comprend :

- les effets représentatifs de créances Dailly présentés au refinancement de l'IEOM par les établissements de crédit ;
- la mobilisation des prêts bancaires au logement et des prêts pour l'acquisition d'équipements destinés aux économies d'énergie accordés par les établissements de crédit aux particuliers.

Ces créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

g) Compte d'opérations (A3)

Il s'agit du compte rémunéré ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du SCBCM, sur lequel l'IEOM détient la quasi-totalité de ses avoirs financiers. Ce compte est notamment mouvementé par les nivellements décennaires des comptes des correspondants du Trésor public dans les collectivités d'outre-mer ainsi que par le nivellement quotidien du compte de l'IEOM ouvert dans les livres de la Banque de France.

h) Autres disponibilités (A4)

L'IEOM dispose également de comptes bancaires ouverts dans les collectivités d'outre-mer afin d'enregistrer les opérations de gestion courante des agences.

3.2.2 Comptes correspondant aux autres activités de l'IEOM

a) Règles d'évaluation des valeurs immobilisées (A9)

→ Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées suivant le mode linéaire.

Dans le cadre de la mise en place des nouvelles normes relatives à la comptabilisation des immobilisations, l'Institut d'émission a retenu une approche prospective qui est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2005 sur la base de la valeur nette comptable au 31 décembre 2004.

Les durées suivantes sont retenues pour chaque catégorie de composants :

- les structures d'immeubles : 50 ans ;
- les agencements extérieurs et les réseaux : 20 à 33 ans ;
- les agencements et aménagements intérieurs : 10 à 20 ans ;
- les éléments de mobilier : 8 à 12 ans ;
- les matériels informatiques : 3 à 5 ans ;
- les autres matériels : 4 à 15 ans ;
- les véhicules : 5 ans ;
- les logiciels : 2 à 6 ans.

b) Les comptes de recouvrement (A6-P4)

→ Comptes de recouvrement actif (A6)

Dans le cadre de ses activités bancaires menées pour le compte de sa clientèle, l'IEOM enregistre à l'actif les chèques reçus par le Trésor public remis à l'Institut d'émission pour encaissement. Compte tenu des délais de règlement interbancaire différents pour chaque type d'opération, le solde des valeurs à recevoir à la fin de l'exercice est représentatif du montant qui sera recouvré en tout début d'année suivante.

L'IEOM enregistre également les virements des comptes du Trésor public. Le solde de ces opérations représente les virements qui seront exécutés dans les premiers jours de l'année suivante.

→ Comptes de recouvrement passif (P4)

Dans le cadre de ses activités bancaires menées pour le compte de sa clientèle, l'IEOM enregistre, au passif :

- les valeurs (chèques, avis de prélèvements, effets de commerce) à créditer sur les comptes des établissements de crédit, du Trésor public ou de la Banque de France, et qui sont en cours de règlement en fin d'exercice ;
- les ordres de paiement des établissements de crédit ou du Trésor public (virements, transferts...) en cours d'exécution.

c) Règles d'évaluation des provisions (P6)

→ Provisions réglementées - Amortissements dérogatoires : traitement des immobilisations par composants

Dans le cadre de la mise en place au 1^{er} janvier 2005 des nouvelles règles relatives à la comptabilisation des immobilisations par composants¹, l'Institut d'émission comptabilise un amortissement dérogatoire destiné à conserver la durée fiscale des biens acquis au 31 décembre 2004.

Les dotations et reprises d'amortissements dérogatoires sont calculées par différence entre les taux linéaires appli-

qués jusqu'au 31 décembre 2004 (détaillés ci-après) et les taux linéaires applicables depuis le 1^{er} janvier 2005 (détaillés au paragraphe 3.2.2.a. rubrique « Immobilisations incorporelles et corporelles ») :

- les structures d'immeubles : 20 ans ;
- les agencements extérieurs et les réseaux : 10 à 20 ans ;
- les agencements et aménagements intérieurs : 5 à 10 ans ;
- les éléments de mobilier : 2 à 10 ans ;
- les matériels informatiques : 3 à 5 ans ;
- les autres matériels : 2 à 10 ans ;
- les véhicules : 4 ans ;
- les logiciels : 1 à 5 ans.

→ Provisions pour charges – Engagements sociaux du personnel de l'IEOM

Depuis l'exercice 2001, les passifs sociaux suivants donnent lieu à constitution de provisions pour l'ensemble du personnel à statut IEOM :

- indemnités de fin de carrière ;
- médailles du travail.

Le montant des engagements sociaux a été calculé par un actuaire conseil externe à l'IEOM conformément aux standards actuariels (selon la méthode des unités de crédit projetées) intégrant l'ensemble des agents actifs, des retraités et des ayants droit. Le montant des engagements sociaux pour les agents actifs a été déterminé à l'aide d'une méthode prospective avec salaires de fin de carrière.

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'exercice 2014 sont les suivantes :

- taux de progression des salaires de 3,5 % (contre 4 % en 2013) ;
- taux d'actualisation de 2,3 % (contre 3,5 % en 2013) ;
- âge de départ à la retraite à 55 ans pour l'agence de Mata'Utu et 60 ans pour les agences de Papeete et de Nouméa ;
- table de mortalité : TGH05 TGF05.

Les refacturations entre l'AFD et l'IEOM au titre des engagements sociaux

L'IEOM enregistre en charges à payer l'ensemble des engagements sociaux lorsqu'ils s'appliquent au personnel mis à disposition de l'Institut par l'AFD (personnels de statut AFD au siège et en agences). Ces engagements sociaux sont facturés par l'AFD sur la base de la charge normale de l'exercice.

¹ Définies par les règlements 2002-10 du 12 décembre 2002 et 2004-06 du 23 novembre 2004.

d) Les réserves

→ Réserve statutaire (P8)

La dotation annuelle à la réserve statutaire est fixée à 15 % du bénéfice net. Le plafond de la réserve statutaire est égal à 50 % de la dotation en capital (art. R. 712-15 du Code monétaire et financier).

La réserve est à son niveau maximal de 5 000 K€ depuis la décision du Conseil de surveillance du 19 mai 2008 relative à l'affectation du résultat 2007.

→ Autres réserves (P9)

La réserve pour risques généraux permet de faire face à

des risques imprévisibles ou à des sinistres pour lesquels l'IEOM est son propre assureur.

La réserve pour investissements couvre les immobilisations nettes et les nouvelles autorisations d'investissements.

Les réserves pour entretien et grosses réparations des immobilisations étaient régulièrement constituées, jusqu'en 1996, sur la base de la valeur brute des immobilisations sous déduction des charges pour grosses réparations et entretien de l'année. Elles ont été dotées pour la dernière fois lors de l'affectation du bénéfice de l'exercice 2001.

3.3 Les informations sur les postes du bilan, du compte de résultat et du hors bilan

3.3.1 Actif

en milliers d'euros

A1 – Caisses

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|------------------------------------|------------|------------|
| Caisse courante francs CFP - Siège | 1 | 65 |
| Caisses courantes agences | 186 | 186 |
| | 187 | 251 |

A2 – Banque centrale

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|----------------------------|------------|------------|
| Banque de France - Siège | 15 | 15 |
| Banque de France - Agences | 22 | 21 |
| | 37 | 36 |

A3 – Comptes d'opérations

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|------------------------------|----------------|----------------|
| SCBCM - Compte d'opérations | 890 545 | 889 806 |
| Intérêts à recevoir du SCBCM | 9 458 | 17 321 |
| | 900 003 | 907 127 |

A4 – Autres disponibilités

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|----------------------------|------------|------------|
| Offices de chèques postaux | 1 | 1 |
| Comptes bancaires agences | 34 | 39 |
| | 35 | 40 |

A5 – Créances sur les établissements de crédit

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| Créances financières Dailly | 177 422 | 129 828 |
| Autres mobilisations de créances | 1 | 2 |
| | 177 423 | 129 830 |

A6 – Comptes de recouvrement

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|-------------------------------|---------------|---------------|
| Chèques | 19 307 | 9 533 |
| Transferts | 18 | 139 |
| Virements | 4 895 | 5 826 |
| Effets reçus du Trésor public | 4 749 | 1 549 |
| | 28 969 | 17 047 |

A7 – Stocks de matériel d'émission de pièces et billets en francs CFP

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--|--------------|--------------|
| Signes monétaires neufs, non émis et détenus dans les serres de l'IEOM | 2 556 | 3 265 |
| Stock de billets en francs CFP | 1 241 | 2 108 |
| Stock de pièces en francs CFP | 1 315 | 1 157 |
| Signes monétaires neufs, non émis et détenus dans les serres de la Banque de France | 3 958 | 5 713 |
| Stock de billets en francs CFP | 3 958 | 5 713 |
| | 6 514 | 8 978 |

A8 – Autres actifs

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|-----------------------------|--------------|--------------|
| Prêts au personnel | 1 232 | 629 |
| Produits à recevoir | 336 | 192 |
| Charges constatées d'avance | 168 | 168 |
| Autres débiteurs divers (1) | 660 | 928 |
| | 2 396 | 1 917 |

(1) Au 31 décembre 2014, ce poste représente principalement :

- l'à-valoir de 35 % versé en 2010 à la Monnaie de Paris dans le cadre du contrat visant à sécuriser l'approvisionnement en matières premières pour la fabrication des pièces francs CFP, diminué des approvisionnements à destination des agences de l'IEOM, soit un solde de 490 K€ ;
- la refacturation des dépenses engagées par l'IEOM dans le cadre du traitement du surendettement en Polynésie française au titre du 1^{er} semestre 2014 pour 155 K€.

A9 – Valeurs immobilisées nettes

| | 31/12/2013 | Augmentations | Diminutions | 31/12/2014 |
|--|---------------|---------------|--------------|---------------|
| Immobilisations incorporelles | 1 923 | 239 | 3 | 2 159 |
| Amortissements | 1 054 | 388 | 1 | 1 441 |
| <i>Net</i> | <i>869</i> | | | <i>718</i> |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | 58 | 128 | 45 | 141 |
| Terrains & aménagements des terrains | 1 057 | 2 | 22 | 1 037 |
| Amortissements | 119 | 16 | 8 | 127 |
| <i>Net</i> | <i>938</i> | | | <i>910</i> |
| Constructions et aménagements des constructions (1) | 11 071 | 334 | 60 | 11 345 |
| Amortissements | 7 634 | 323 | 54 | 7 903 |
| <i>Net</i> | <i>3 437</i> | | | <i>3 442</i> |
| Autres immobilisations corporelles (2) | 5 715 | 1 860 | 324 | 7 251 |
| Amortissements | 3 683 | 680 | 306 | 4 057 |
| <i>Net</i> | <i>2 032</i> | | | <i>3 194</i> |
| Avances et acomptes sur immobilisations corporelles (3) | 1 655 | 680 | 1 581 | 754 |
| Total des valeurs immobilisées brutes | 21 479 | 3 243 | 2 035 | 22 687 |
| Total des amortissements | 12 490 | 1 407 | 369 | 13 528 |
| Total des valeurs immobilisées nettes | 8 989 | 1 836 | 1 666 | 9 159 |

(1) Réfection de la toiture à l'agence de Nouméa (174 K€).

(2) Mise en service des trieuses Toshiba à l'agence de Papeete et Nouméa (1 323 K€).

(3) Avance et acompte pour les travaux de parking à l'agence de Papeete (445 K€).

3.3.2 Passif

en milliers d'euros

P1 – Billets en circulation

| | 31/12/2013 | Émission de billets | Retraits de billets | 31/12/2014 |
|-----------------------------------|----------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Billets francs CFP en circulation | 385 575 | 2 203 855 | 2 188 146 | 401 284 |
| | 385 575 | 2 203 855 | 2 188 146 | 401 284 |

P2 – Pièces en circulation

| | 31/12/2013 | Émission de pièces | Retraits de pièces | 31/12/2014 |
|----------------------------------|---------------|--------------------|--------------------|---------------|
| Pièces francs CFP en circulation | 34 296 | 2 493 | 1 070 | 35 719 |
| | 34 296 | 2 493 | 1 070 | 35 719 |

P3 – Comptes créditeurs des établissements de crédit

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|---|----------------|----------------|
| Comptes courants des établissements assujettis à réserves (1) | 485 695 | 297 482 |
| Comptes de dépôts rémunérés | 110 679 | 258 968 |
| Autres comptes courants | 1 989 | 9 286 |
| | 598 363 | 565 736 |

(1) Les réserves obligatoires à constituer par les établissements de crédit exerçant une activité dans les collectivités d'outre-mer s'appliquent à la fois :

- aux exigibilités (au taux de 4,5 % pour les exigibilités à vue, de 1 % pour les comptes sur livrets et de 0,5 % pour les autres exigibilités) ;

- aux emplois (au taux uniforme de 1,5 % sur les concours autres que ceux éligibles au dispositif d'intervention de l'IEOM ou financés sur des ressources publiques ou semi-publiques).

P4 – Comptes de recouvrement

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|----------------------------------|---------------|---------------|
| Chèques à régler | 18 713 | 9 729 |
| Transferts à effectuer | 2 532 | 322 |
| Virements à effectuer | 4 895 | 5 869 |
| Effets à régler au Trésor public | 4 749 | 1 549 |
| | 30 889 | 17 469 |

P5 – Autres passifs

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|---|--------------|--------------|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 4 735 | 6 981 |
| dont charges à payer sur stocks de signes monétaires conservés à la BDF (1) | 3 958 | 5 713 |
| Dettes relatives au personnel | 826 | 989 |
| Organismes sociaux | 202 | 132 |
| État et autres collectivités | 8 | 5 |
| Produits constatés d'avance | 4 | 11 |
| Divers | 246 | 236 |
| | 6 021 | 8 354 |

(1) Le stock de billets neufs conservés dans les serres de la Banque de France est valorisé dans les livres de l'IEOM au coût de fabrication, sur la base des tarifs en vigueur pratiqués par la Banque de France. Au 31 décembre 2014, le stock de billets de la nouvelle gamme s'élève à 41 690 000 coupures avec un coût de fabrication de 3 958 K€.

P6 – Provisions

| | 31/12/2013 | Dotations | Reprises | 31/12/2014 |
|--|--------------|------------|-----------|--------------|
| Provisions réglementées | 1 402 | 62 | 82 | 1 382 |
| Amortissements dérogatoires | 1 402 | 62 | 82 | 1 382 |
| Traitement des immob. par composants (1) | 1 402 | 62 | 82 | 1 382 |
| Provisions pour risques et charges | 733 | 71 | 11 | 793 |
| Provisions pour engagements sociaux | 733 | 71 | 11 | 793 |
| Indemnités de fin de carrière | 702 | 69 | 11 | 760 |
| Médailles du travail | 31 | 2 | | 33 |
| Provisions pour litiges | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres provisions | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 2 135 | 133 | 93 | 2 175 |

(1) Un amortissement dérogatoire est constitué au 31/12/2014 pour conserver la durée fiscale des biens décomposés.

P7 – Dotation en capital

| | 31/12/2013 | 31/12/2014 |
|---------------------|---------------|---------------|
| Dotation en capital | 10 000 | 10 000 |
| | 10 000 | 10 000 |

P8 – Réserve statutaire

| | 31/12/2013 | Dotations | Prélèvements | 31/12/2014 |
|--------------------|--------------|-----------|--------------|--------------|
| Réserve statutaire | 5 000 | | | 5 000 |
| | 5 000 | 0 | 0 | 5 000 |

P9 – Autres réserves

| | 31/12/2013 | Dotations | Prélèvements | 31/12/2014 |
|--|---------------|-----------|--------------|---------------|
| Réserve pour risques généraux | 14 000 | 0 | 0 | 14 000 |
| Réserve pour investissements | 14 163 | 0 | 0 | 14 163 |
| Réserve pour entretien des immobilisations | 1 171 | 0 | 0 | 1 171 |
| Réserve pour grosses réparations des immobilisations | 3 658 | 0 | 0 | 3 658 |
| | 32 992 | 0 | 0 | 32 992 |

P10 – Report à nouveau

| | 31/12/2013 | Dotations | Prélèvements | 31/12/2014 |
|--------------------------------------|------------|-----------|--------------|------------|
| Affectation des résultats antérieurs | 74 | | | 74 |
| | 74 | 0 | 0 | 74 |

P11 – Résultat de l'exercice

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|----------------------------|--------------|---------------|
| Résultat avant affectation | 2 206 | 12 584 |
| | 2 206 | 12 584 |

3.3.3 Résultat

en milliers d'euros

| Résultat synthétique | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--------------------------------------|-------------|--------------|
| Résultat net des activités de l'IEOM | 20394 | 30581 |
| Charges d'exploitation | -17844 | -17997 |
| Résultat ordinaire avant impôt | 2550 | 12584 |
| Résultat exceptionnel | -344 | 0 |
| Impôt sur les sociétés | 0 | 0 |
| Résultat net de l'exercice | 2206 | 12584 |

R1 – Résultat net des activités de l'IEOM

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|---|--------------|--------------|
| 1-1 Produits nets d'intérêts | 23899 | 35374 |
| Produits d'intérêts | 23931 | 35878 |
| Intérêts sur compte d'opérations au SCBCM | 23443 | 34981 |
| Intérêts de réescompte et prêts bancaires au logement | 436 | 849 |
| Autres intérêts et commissions | 52 | 48 |
| Charges d'intérêts et commissions | -32 | -504 |
| 1-2 Net des autres produits et charges | -3505 | -4793 |
| Produits divers d'exploitation | 905 | 718 |
| Refacturation des services rendus | 850 | 674 |
| État | 397 | 397 |
| Autres refacturations | 453 | 277 |
| Résultat net sur cession d'immobilisations | -27 | -20 |
| Autres produits d'exploitation | 82 | 64 |
| Produits d'exploitation bancaire | 0 | 0 |
| Quote-part sur opérations faites en commun | 0 | 0 |
| Charges d'exploitation bancaire | -4410 | -5511 |
| Charges sur prestations de services financiers | -72 | -83 |
| Quote-part sur opérations faites en commun | -2 | -15 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | -4336 | -5413 |
| Coût de fabrication des billets francs CFP neufs émis | -2954 | -4153 |
| Coût de fabrication des pièces francs CFP neuves émises | -1336 | -1158 |
| Divers | -46 | -102 |
| Revenu net des activités de l'IEOM | 20394 | 30581 |

R2 – Charges d'exploitation

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--|----------------|----------------|
| Frais de personnel et charges assimilées | -5 316 | -5 263 |
| Personnel non soumis à mobilité (1) | -5 316 | -5 263 |
| Rémunérations | -3 914 | -3 912 |
| Charges patronales | -1 394 | -1 340 |
| Autres charges de personnel | -8 | -11 |
| Impôts et taxes | -59 | -50 |
| Autres charges d'exploitation | -11 021 | -11 516 |
| Personnel mis à disposition (2) | -2 023 | -2 186 |
| Charges d'exploitation générale | -8 998 | -9 330 |
| Dotations nettes aux amort. et prov. sur immobilisations | -1 408 | -1 137 |
| Autres dotations nettes aux provisions et pertes sur créances | -40 | -31 |
| Provisions pour risques et charges | -59 | -49 |
| Provisions réglementées | 19 | 18 |
| Charges d'exploitation | -17 844 | -17 997 |

(1) Au 31 décembre 2014, l'effectif du personnel IEOM affecté dans les agences de l'IEOM est de 72 agents contre 73 au 31 décembre 2013.

(2) Au 31 décembre 2014, l'effectif du personnel AFD détaché à l'IEOM est de 10 agents contre 11 au 31 décembre 2013.

R3 – Résultat exceptionnel

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--------------------------------|-------------|------------|
| Produits exceptionnels | 9 | 0 |
| Autres produits exceptionnels | 9 | 0 |
| Charges exceptionnelles | -353 | 0 |
| Autres charges exceptionnelles | -353 | 0 |
| Résultat exceptionnel | -344 | 0 |

Au 31 décembre 2014, le résultat exceptionnel représente essentiellement la destruction des billets neufs francs CFP de l'ancienne gamme de la réserve Banque de France.

3.3.4 Hors bilan

a) La réserve de billets et de pièces francs CFP

Les comptes hors bilan enregistrent les mouvements de stock de monnaie fiduciaire billets et pièces métalliques en réserves dans les collectivités d'outre-mer.

→ Les mouvements enregistrés sur l'exercice

| | En milliers de F CFP | En milliers d'euros |
|---|----------------------|---------------------|
| Réserve de billets au 31/12/2013 | 94 009 315 | 787 798 |
| Augmentations | 318 306 217 | 2 667 406 |
| Versements aux guichets | 274 406 217 | 2 299 524 |
| Réception de billets | 43 900 000 | 367 882 |
| Diminutions | 366 674 618 | 3 072 733 |
| Prélèvements aux guichets | 276 293 642 | 2 315 341 |
| Destruction de billets | 90 380 976 | 757 393 |
| Réserve de billets au 31/12/2014 | 45 640 914 | 382 471 |

| | En milliers de F CFP | En milliers d'euros |
|--|----------------------|---------------------|
| Réserve de pièces au 31/12/2013 | 164 251 | 1 376 |
| Augmentations | 308 366 | 2 584 |
| Versements aux guichets | 127 679 | 1 070 |
| Réception de pièces | 180 687 | 1 514 |
| Diminutions | 297 533 | 2 493 |
| Prélèvements aux guichets | 297 533 | 2 493 |
| Destruction de pièces | | 0 |
| Réserve de pièces au 31/12/2014 | 175 084 | 1 467 |

→ La constitution de la réserve de l'Institut

en milliers d'euros

| | 31/12/2014 | 31/12/2013 | Variation |
|------------------------------|----------------|----------------|-----------------|
| Billets francs CFP non émis | 382 471 | 787 798 | -405 327 |
| Pièces francs CFP non émises | 1 467 | 1 376 | 91 |
| | 383 938 | 789 174 | -405 236 |

| Réserve de billets et pièces | 31/12/2014 | 31/12/2013 | Variation |
|---------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|
| Réserves de billets Francs CFP | 382 471 | 787 798 | -438 547 |
| Billets bons à émettre | 212 102 | 666 274 | -454 172 |
| Billets à trier | 132 596 | 117 379 | 15 217 |
| Billets à détruire | 4 553 | 4 145 | 408 |
| Billets PCL | 33 220 | 0 | 33 220 |
| Réserves de pièces Francs CFP | 1 467 | 1 376 | 91 |
| Pièces bonnes à émettre | 1 378 | 1 325 | 53 |
| Pièces à trier | 3 | 1 | 2 |
| Pièces à détruire | 86 | 50 | 36 |
| Pièces en cours de destruction | | 0 | 0 |
| | 383 938 | 789 174 | -438 456 |

b) Le dispositif de refinancement des établissements de crédit

en milliers d'euros

| | | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--|----|---------------|---------------|
| Engagements de garantie reçus | | | |
| Contre-garantie reçue d'un établissement de crédit de premier rang | a) | 6 704 | 6 704 |
| Garanties à première demande reçues d'un établissement de crédit | b) | 51 000 | 59 380 |
| Valeurs reçues en garanties | c) | 921 | 2 850 |
| | | 58 625 | 68 934 |

| | | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|--|----|---------------|---------------|
| Garanties utilisées au titre des refinancements accordés | | | |
| Contre-garantie reçue d'un établissement de crédit de premier rang | a) | 3 352 | 3 352 |
| Valeurs reçues en garanties | c) | 921 | 2 850 |
| Garanties disponibles | | 54 352 | 62 732 |
| Contre-garantie reçue d'un établissement de crédit de premier rang | a) | 3 352 | 3 352 |
| Garanties à première demande reçues d'un établissement de crédit | b) | 51 000 | 59 380 |
| Valeurs reçues en garanties | c) | 0 | 0 |
| | | 58 625 | 68 934 |

Les opérations suivies en hors bilan sont les suivantes :

- a) contre-garanties, de la maison mère ou d'un établissement de premier rang, des créances cédées dans le cadre du réescompte, conformément au dispositif de refinancement des établissements de crédit (GICP2), mis en place par décision du Conseil de surveillance du 12 juin 2001 ;
- b) garanties à première demande, consenties par un établissement de crédit au profit d'un second établissement de crédit, reçues dans le cadre de la facilité d'escompte de chèques ;
- c) cessions de créances admises au dispositif de garantie et leur utilisation (garanties de créances admises au réescompte ou obtention d'une facilité de prêt marginal).

Les valeurs au 31 décembre 2014 correspondent :

- à deux contre-garanties reçues en Nouvelle-Calédonie :
 - de la Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC) (3 352 K€), consentie en faveur d'OCEOR LEASE Nouméa (ONL) en date du 1^{er} juin 2010, sans limitation de durée ;
 - de la Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB) (3 352 K€), consentie à la société CREDICAL en date du 26 juillet 2012 sans limitation de durée ;

- aux garanties à première demande consenties en faveur de l'IEOM :
 - par l'AFD (22 000 K€) au profit de la SOCREDO en Polynésie française, pour la période du 11 juin 2014 au 10 juin 2015 ;
 - par la Société Générale (10 000 K€) au profit de la Banque de Polynésie, pour la période de 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 ;
 - par la BNP (8 000 K€) au profit de la SOCREDO (Polynésie française), pour la période du 6 mars 2014 au 31 décembre 2014 ;
 - par la BPCE IOM (11 000 K€) au profit de la Banque de Tahiti, pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 ;
- aux créances admises au dispositif de garantie en Polynésie française (921 K€).

3.3.5 Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes, au titre de l'audit des comptes annuels de l'exercice 2014, s'élève à 40 K€ HT.

4. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Institut d'Emission d'Outre-Mer

Etablissement Public au capital de 10 000 000 €
Siège social : 164 rue de Rivoli, 75 001 Paris
N° Siren 784 301 111

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil de Surveillance, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédées ont porté sur le caractère approprié des principes comptables retenus ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport sur la situation patrimoniale et dans les documents adressés aux membres du Conseil de Surveillance sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Courbevoie, le 1^{er} juin 2015,

Le commissaire aux comptes

M A Z A R S



MAX DONGAR



Siège social • 164, rue de Rivoli 75001 Paris
www.ieom.fr